

Allocution de SEM Jean-Paul Adam, ministre de la Santé et du Développement social de la République des Seychelles, représentant le président de la République

AU CONSEIL DES MINISTRES DE LA COI LE 1^{er} MARS A SAINT DENIS DE LA REUNION

**Excellences,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, à l'instar des délégations sœurs, adresser mes remerciements aux autorités de La Réunion pour l'accueil chaleureux et les soins particuliers dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée dans le Département.

Je voudrais aussi vous transmettre les excuses du Président Danny Faure qui détient le portefeuille des Affaires Etrangères. Il aurait souhaité participer, en personne, à ce conseil. Mais pour des raisons de calendrier, il n'a pas pu faire le déplacement. Il m'a donc dépêché pour le représenter, pour montrer à quel point les Seychelles attachent une grande importance à la COI et à ses relations avec les îles sœurs.

Je souhaiterais aussi adresser mes chaleureuses félicitations à Monsieur Hamada MADI Boléro, qui a la charge de diriger notre organisation. Les Seychelles expriment sa confiance en ses qualités humaines et professionnelles pour mener à bien la mission qui lui est confiée, et lui souhaitent beaucoup de succès.

Mesdames et Messieurs,

Au-delà de l'aspect statutaire de cette rencontre, le présent conseil m'offre l'occasion de vous témoigner, une fois de plus, la joie de ma délégation de retrouver ses autres frères et sœurs insulaires, avec lesquels nous sommes heureux de vivre dans la paix et la fraternité.

La COI représente une grande importance pour nous. Car dans ce monde d'interdépendances, nos intérêts sont liés. Ce qui touche les uns affecte forcément les autres. Et cela nous engage à travailler ensemble pour trouver des solutions idoines aux défis qui sont les nôtres.

Mesdames et Messieurs,

Il est bien connu que la paix et la bonne gouvernance sont essentielles à la stabilité. On peut même dire sans risque de se tromper, que c'est une condition préalable au développement durable. L'intégration économique et la coopération jouent un rôle de plus en plus important dans la prévention des conflits dans et entre nos pays. C'est également un facteur essentiel de stabilité nationale et régionale.

Reconnu par l'Accord de Cotonou, qui s'achève en 2020, comme l'un des domaines prioritaires pour renforcer la croissance économique et réduire la pauvreté, il est donc essentiel que nous mettions un accent particulier sur la réalisation de notre programme paix et sécurité, et l'assistance en matière électorale.

Je voudrais, à cet égard, exprimer notre sincère appréciation à la COI pour son accompagnement lors des élections parlementaires de septembre dernier.

Mesdames et Messieurs,

Les Seychelles n'arrêteront jamais de souligner la nécessité de la création auprès de la COI d'une structure d'intervention contre le trafic de la drogue et les autres stupéfiants, à l'image de ce que nous avons pu construire ensemble dans la lutte contre la piraterie maritime. La réponse de la COI à cette doléance a été pour l'instant positive. Mais nous attendons impatiemment une réelle concrétisation. L'urgence de la lutte contre ce fléau est trop importante pour être diluée dans une autre large structure.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour valoriser les progrès déjà réalisés dans notre effort de coopération et pour discuter les grands enjeux pour l'avenir de notre organisation.

Dans ce contexte, je dirai que le changement climatique reste encore l'un des plus grands défis auquel qui nécessite une importante et urgente attention. Dans ce contexte, l'Accord de Paris, dans la conclusion duquel la COI a pris une part importante, renforce notre volonté et notre détermination communes à travailler ensemble pour sa mise en œuvre.

Au nom du destin commun, et au nom de notre responsabilité historique, le président des Seychelles, Danny Faure a attiré l'attention sur Le coût de l'attentisme et le manquement à l'impératif d'affronter urgemment le changement climatique. Il a invité la communauté internationale à faire bénéficier les pays du Sud et particulièrement les petits Etats insulaires, d'un soutien financier et technique urgent. L'accès aux financements est désormais un problème primordial pour notre région.

Nous sommes encouragés par les efforts de la COI pour trouver les voies et moyens pour faciliter l'accès au Fonds verts. Vous pouvez, à cet égard, compter sur l'appui des Seychelles dans cette démarche.

Nous saluons les actions efficaces menées par le COI à travers ses différents projets dans la protection et le développement durable des ressources marines et des zones côtières. Ainsi, cela se décroche de notre espace océanique que nous partageons.

La COI s'est engagée comme partenaire clef dans la promotion de l'économie bleue. Cet engagement s'inscrit en droite ligne de l'atelier régional organisé tout récemment ici même à La Réunion et dont nous partageons la trentaine de recommandations qui composent le plan d'actions qui en a émergé.

Dans ce même contexte, la question de la connectivité dans toutes ses dimensions, qu'elle soit aérienne, maritime ou numérique, est un outil indispensable pour le développement de notre région. Les Seychelles restent fermement engagées dans les concrétisations des différents projets de ces différents volets, notamment à travers le financement du 11^{ème} FED.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes, certes, la plus petite nation d'Afrique et de l'océan Indien, mais nous sommes pleinement engagés avec la communauté internationale pour lutter contre toutes les formes de menaces maritimes dans la région. Et nous continuerons à être à la pointe du combat pour mobiliser tous ceux qui doivent y prendre part.

Maintenant que les attaques de piraterie sont presque terminées, nous estimons que, compte tenu de notre expérience, nous avons une mission importante à accomplir : celle de promouvoir la sécurité du transport maritime international et la liberté de circulation dans les eaux de notre région.

Dans ce contexte, les Seychelles ont eu, l'année dernière, l'honneur de succéder à l'Union européenne à la présidence du prestigieux Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes (CGPCS) en 2016. Comme vous le savez, le Groupe de contact a pour mission de mobiliser les efforts internationaux pour combattre la piraterie sous toutes ses formes.

C'est pourquoi les Seychelles comptent sur le soutien continu de l'Union Européenne pour la mise en place du premier Centre opérationnel de coordination régionale, dans le cadre du programme MASE, tel qu'approuvé lors de la 3e réunion ministérielle de Djibouti. Ce Centre fonctionnera ensemble avec le Centre régional de fusion maritime de Madagascar. Il bénéficiera à toute la région, car il améliorera et renforcera les flux d'informations et la coordination des actions dans la lutte contre les menaces maritimes dans les Etats de la COI.

Sur un autre plan, nous avons constaté des avancées remarquables dans les autres grands chantiers, comme la Sécurité alimentaire, les Energies renouvelables, la Santé publique, les Projets environnementaux et la Culture. Tout cela contribue énormément à la croissance

des investissements dans nos îles ainsi qu'au développement pour un avenir plus vert pour la population de notre région.

Il faut dire que toutes ces avancées n'auraient pas été possibles sans le soutien de tous nos partenaires auxquels j'exprime ici ma plus profonde reconnaissance.

Au moment où la présidence de la France/Réunion tire à sa fin, je voudrais exprimer ma vive gratitude pour la nouvelle impulsion donnée à notre Organisation et aux dossiers importants qu'ils ont su mener à bien. La France a accompli son mandat avec application et sérieux. Nous lui sommes reconnaissants.

A l'île de Maurice, dont nous connaissons la volonté et la détermination à mener la COI à la hauteur de nos ambitions, nous formulons les meilleurs vœux de succès à sa présidence.

Je vous remercie de votre attention !